

Institutions et attractivité des investissements directs étrangers au Cameroun

Joseph DJAOWE¹ and Woulkam BOUBA²

¹Département d'Economie Monétaire et Bancaire,
Laboratoire de Recherche en Economie et Gestion des Organisations (LAREGO),
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université de Ngaoundéré, Cameroon

²Monitrice et doctorante à la FSEG, Université de Ngaoundéré, Cameroon

Copyright © 2018 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: This paper presents a theoretical and empirical analysis of the effects of institutional quality on the attractiveness of FDI by the Cameroonian economy. In order to do this, the research attempted to explain the relationship between the variation in the explanatory factors generated on the volume of FDI entering Cameroon through econometric modeling by adopting the VAR (Vector autoregressive modeling) approach for 1996 to 2014. The results of the research revealed a negative and significant effect of corruption and political stability on FDI in Cameroon. Thus, economic policy measures will have to focus, on the one hand, on the stepped-up implementation of the means of combating corruption and on the other hand, the continued maintenance of political stability in Cameroon.

KEYWORDS: Quality of institutions, FDI, Cameroon.

RESUME: Ce papier présente une analyse théorique et empirique des effets de la qualité des institutions sur l'attractivité des IDE par l'économie camerounaise. Pour ce faire, la recherche a tenté d'expliquer la relation entre la variation des facteurs explicatifs suscités sur le volume d'IDE entrant au Cameroun à travers une modélisation économétrique en adoptant l'approche VAR (Modélisation vectorielle autorégressif) pour des séries allant de 1996 à 2014. Les résultats de la recherche ont révélé un effet négatif et significatif de la corruption et de la stabilité politique sur l'IDE au Cameroun. Ainsi, les mesures de politique économique devront être axées d'une part, sur la mise en place accentuée des moyens de lutte contre la corruption et d'autre part, au maintien continu de la stabilité politique au Cameroun.

MOTS-CLEFS: Qualité des institutions, IDE, Cameroun.

1 INTRODUCTION

Dans les années 60, les investissements étrangers étaient considérés comme un objet de méfiance et de suspicions aussi bien dans les pays industrialisés que ceux en développement (Deblock, 2011). Ils étaient appréciés comme un facteur de domination et un affaiblissement de la souveraineté des États. De nos jours, cette conception négative vis-à-vis des IDE a radicalement changé pour ne laisser place qu'à ses mérites. Un des signes de la globalisation étant d'ailleurs la hausse significative observée dans les investissements directs étrangers (IDE) ou de la croissance des activités des multinationales

(Busse, 2003). Aussi, de nombreux organismes internationaux de développement tel que : la CNUCED (1999)¹, la Banque Mondiale (1999)², pour ne citer que ceux-là, considèrent les IDE comme l'un des outils les plus efficaces dans la lutte mondiale contre la pauvreté et donc encouragent activement les pays pauvres à adopter des politiques pour une meilleure attractivité des flux de capitaux étrangers.

Ainsi, la plupart des Etats cherchent à attirer de plus en plus les IDE, étant donné qu'ils présentent une source de financement extérieure privée importante et sont, également, porteurs d'avantages comme le transfert de technologies, de compétences, de capacités d'innovations et d'emploi. La rivalité entre pays pour les IDE est aussi due à la diminution de l'endettement extérieur.

Les pays africains ne sont pas en reste dans cette bataille à l'IDE. Cependant, l'OCDE (2016)³ indique que l'Afrique a contribué négativement à la croissance générale des IDE mondiaux en 2015. Selon son rapport (2016), alors que le continent s'était maintenu au-dessus de 50 milliards de dollar d'IDE depuis 3 ans (54 milliards de dollar en 2014, 56 en 2013 et 53 en 2012). Ces flux sont tombés à 38 milliards de dollar en 2015, en recul de -31,4%. Alors même que les flux d'IDE à l'échelle mondiale ont rebondi de +36% en 2015 soit 1700 milliards. Selon la CNUCED (2016)⁴, la principale cause de cette contraction réside dans la fin du « super-cycle » des matières premières, qui a fait reculer les investissements visant le secteur des ressources naturelles. En même temps la principale destination des IDE est devenue les pays de l'Est en transition.

L'IDE représente un enjeu majeur pour le Cameroun au moment où l'aide publique au développement et l'octroi des prêts aux pays en développement tendent à décroître. Par ailleurs, le Cameroun a une économie qui dispose du potentiel pour être l'une des plus prospères et des plus disposées à recevoir des investissements directs étrangers du continent africain. Pourtant, il est actuellement situé dans le bas du tableau en ce qui concerne l'attractivité des IDE. Ainsi, il occupe le 172^{ème} rang sur 189 pays dans le classement « Doing Business » 2016 établi par la Banque mondiale. Le pays dispose pourtant de nombreuses ressources naturelles (pétrole, sylviculture, pêche...) et des terres fertiles pouvant constituer un déterminant des IDE. Malgré ce potentiel, le pays reçoit peu d'investissements directs étrangers (de l'ordre de 570 millions USD⁵ en 2013), les flux nets d'IDE ne représentent qu'un modeste pourcentage du PIB.

L'on constate l'impertinence des facteurs qui jusque-là étaient considérés comme principaux indicateurs de l'attractivité d'un territoire : ressources naturelles, la taille de l'économie (le PIB), la fiscalité, l'ouverture commerciale. C'est ainsi qu'il est nécessaire d'explorer d'autres déterminants pouvant expliquer l'attractivité d'une nation en matière d'IDE. De nos jours, les investisseurs étrangers désirent opérer dans un environnement caractérisé non seulement par la rentabilité des investissements mais aussi et surtout par la réduction des incertitudes et des coûts de transaction. Ils cherchent des politiques économiques claires et prévisibles qui minimisent les risques de mauvaises et coûteuses surprises. La qualité et la quantité des investissements directs étrangers orientés vers un pays vont dépendre du niveau du risque, et plus encore des coûts de transaction liés à ce risque que présente le pays. Un des moyens mis en place ces dernières années pour réduire le niveau de coût de transaction engendré par l'incertitude qui entoure les échanges est la prise en compte de la qualité des institutions.

A cet égard, un auteur pionnier contemporain (North, 1990), analyse le rôle des institutions dans le processus de développement économique. Il montre en particulier que l'existence de bonnes institutions de droits de propriété privée stimule le développement de l'investissement et la croissance économique. L'on comprend donc la nécessité de tenir compte des institutions dans les économies actuelles. Plusieurs études ont d'ailleurs porté sur les déterminants tant économiques qu'institutionnels des IDE. Cependant, les avis sont très partagés entre les auteurs quant au rôle des facteurs institutionnels dans l'attractivité des IDE.

Le sérieux débat autour du rôle des facteurs institutionnels dans l'attractivité des IDE n'a pas laissé indifférent les chercheurs que nous sommes. Ainsi donc, le présent travail vise à analyser les effets de la qualité des institutions sur l'attractivité des investissements directs étrangers.

¹ CNUCED (1999), Rapport sur l'investissement dans le monde.

² Banque Mondiale(1999), *Rapport sur le développement dans le monde*, Washington (DC).

³ OCDE(2016), Rapport sur l'investissement dans le monde.

⁴ CNUCED (2016), Rapport sur l'investissement dans le monde.

⁵ USD: Dollar des États-Unis.

Le gouvernement camerounais reconnaît d'ailleurs le rôle des IDE et la nécessité de rendre son territoire attractif (voir DSCE). Dans ce sens, il a organisé une conférence⁶ ayant pour objectif de présenter aux hommes d'affaires, industriels, entrepreneurs, décideurs et financiers venus de l'Afrique et du monde les opportunités considérables d'investissements au Cameroun. Cet événement inédit montre l'importance des IDE pour le pays.

A la lumière de ce qui précède, l'objectif de cette étude est de tenter de répondre à la problématique suivante « l'attractivité du Cameroun en matière d'IDE est-elle expliquée par le niveau de la qualité de ses institutions ? ». Pour y répondre, on procédera par la détermination théorique et empirique de l'effet de la corruption et de la stabilité politique dans l'explication de l'attractivité de l'économie camerounaise.

Le reste de l'article est organisé de la manière suivante :

La seconde section est consacrée à la revue de la littérature. La méthode utilisée est présentée à la troisième section. Les résultats et leurs interprétations font l'objet de la quatrième section. La cinquième section conclura avec quelques propositions de politique économique favorisant l'entrée des IDE au Cameroun.

2 REVUE DE LA LITTÉRATURE

La décision d'internationalisation et du choix d'implantation dans tel pays ou région plutôt que dans tel/telle autre est une question qui suscite davantage l'intérêt des économistes ; elle est devenue « quasiment stratégique pour les autorités économiques et politiques qui s'efforcent d'attirer sur leur territoire les investissements étrangers » (Mayer et Mucchielli, 1999).

De nombreux auteurs à l'instar de Calvo (1996) et Kim (2000), mettent en exergue l'importance des facteurs externes au pays qui accueille les capitaux privés. Parallèlement à cette approche, un plus grand nombre d'études s'accordent quant à elles sur le rôle dominant des facteurs internes dans l'explication des entrées de capitaux privés (Gastanga et al. 1998; Asiedu 2002). A ce propos, Dunning (2001) soutient que les firmes multinationales vont s'installer là où les avantages spécifiques maximisent leurs intérêts. Il énumère entre autre la taille du marché, le régime fiscal qui permet de réduire les coûts d'implantation de la firme, ou encore la qualité des institutions.

Wei (1997), étudie les effets de la corruption sur le volume d'IDE. Il ressort de son analyse que la corruption agit comme une taxe arbitraire. La nature aléatoire de la corruption crée des charges supplémentaires car le coût lié à la recherche de ceux qui acceptent les pots-de-vin devraient être ajoutés aux coûts de négociation et de paiement. Aussi, les obligations obtenues par le paiement des pots-de-vin, pourraient être violées si la corruption est décentralisée.

Pour Wang et Swain (1995), le risque pays : l'instabilité politique, la corruption, la non-transparence institutionnelle, le paiement ou la modification de la dette souveraine, les guerres et autres coups d'Etat sont des situations qui nuisent à l'environnement des affaires et par conséquent réduisent les entrées d'IDE.

Le même résultat est obtenu par Hines (1995), qui déclare que la corruption décourage les investisseurs étrangers et constitue une entrave aux investissements.

En outre, selon Egger et Winner (2005), la corruption constitue pour les firmes multinationales des coûts de transaction par le paiement des pots-de-vin et le gaspillage des ressources. Cet effet souligne le recul d'investir dans les pays où la corruption règne. Ces auteurs ajoutent que la corruption exerce une forme de pression sur les investisseurs étrangers ; ce qui affecte négativement leur incitation d'investir.

Rose-Ackermann (1999), affirme que la corruption affecte la productivité des biens publics tels que l'infrastructure ; ce qui diminue l'attractivité des pays aux IDE et réduit les profits des firmes multinationales.

Shleifer et Vishny (1993) montrent que, dans les sociétés corrompues, les compétences vont être déviées à cause des incitations importantes des activités productives aux activités de Rent-Seeking. Cette déviation imposera un coût élevé sur la

⁶ Conférence économique internationale sur le thème « Investir au Cameroun, Terre d'attractivités », les 17 et 18 mai 2016 à Yaoundé.

croissance de ces pays. Si l'offre de compétences est rare, le détournement de ces compétences aux activités de recherche de rentes et à la corruption, sera particulièrement nuisible aux investissements.

Cependant, d'autres auteurs pensent que la corruption peut être bénéfique pour les IDE. La corruption peut être bénéfique autour des restrictions administratives et réglementaires. En effet, les firmes multinationales acceptent de payer des pots-de-vin dans le but d'accélérer le processus bureaucratique et d'obtenir des permissions légales pour lancer leurs projets dans peu de temps, d'où l'application de 'speed money'. Comme l'a montré Bardhan (1997), les pots-de-vin génèrent un gain de temps d'attente puisqu'ils jouent le rôle d'un accélérateur au sein de l'administration.

En outre, la corruption est considérée comme « helping hand » car elle détourne les rigidités, imposées par le gouvernement, qui empêchent l'investissement et gênent les autres décisions économiques favorables à la croissance. Par conséquent, selon Kaufmann (1997), la corruption « lubrifie le mécanisme » ou « graisse les rouages ». La corruption ne paraît pas mauvaise pour les IDE, mais encore pire, elle peut stimuler l'entrée des flux d'IDE. De ce fait, la corruption des pays hôtes peut avoir un impact positif sur l'attractivité des investissements étrangers.

De plus l'argument de « Grease payment » est renforcé par l'expérience de l'Asie de l'Est. Certains admettent que cette région est particulière puisqu'elle est une destination populaire pour les investisseurs étrangers malgré les taux élevés de corruption qu'elle affiche.

Sachant que la corruption peut avoir une certaine utilité au sein d'un organisme administratif, dès lors que celui-ci a des règles bureaucratiques contraignantes, les investisseurs étrangers peuvent profiter des procédés malhonnêtes utilisés par les employés pour contourner les réglementations.

Le problème de la corruption et son influence sur les IDE est, depuis quelques années en ligne de mire. En effet, les institutions internationales, à l'instar du FMI et la Banque Mondiale, prescrivent la bonne gouvernance aux pays en développement comme moyen pour une amélioration de la croissance et du processus de développement. Elles mettent la lutte contre la corruption dans leurs plans d'aide aux pays en développement.

Anupam et Srinivasan (2002), analysent les expériences de quelques pays de l'Afrique sub-saharienne qui ont réussi à attirer des IDE. Il ressort qu'un environnement institutionnel transparent est très important dans la décision de délocalisation. Ils trouvent, par exemple, qu'au Botswana, le niveau de la corruption est important pour l'IDE. Parmi les plus importants déterminants de l'IDE, on trouve en troisième position « une bonne gouvernance et des niveaux faibles de corruption ».

La relation entre corruption et IDE a été vérifiée empiriquement à travers des données en coupe transversale d'IDE bilatéraux. Il en ressort que, l'accroissement du niveau de la corruption dans le pays hôte affecte négativement l'entrée des flux d'IDE, à long terme, la corruption réduit les flux d'IDE entrants (Wei, 1997).

Mauro (1996) explique qu'une amélioration d'un écart type de l'indice de corruption permet une augmentation de 4,2% du taux d'investissement et de 0,6% de PNB par tête. L'auteur montre parallèlement que la corruption modifie la composition des dépenses publiques et qu'en particulier les pouvoirs publics corrompus consacrent moins de dépenses à l'éducation, voir à la santé, et probablement davantage à l'investissement public dans la mesure où la corruption affecte la structure de ces dépenses en faveur des programmes facilitant le prélèvement de pots-de-vin (par exemple dans les grandes transactions internationales, l'achat de matériel de haute technologie «sur mesure» est privilégiée car l'absence des prix de marché limite les contrôles comparatifs).

Habib et Zurawicki (2001) identifient un lien négatif entre la corruption et les IDE de 89 pays développés et en développement en coupe transversale. Ils concluent que la corruption tend à empêcher l'entrée des IDE.

En effet, dans une étude portant sur 23 pays africains Sievers (2001), dresse un bilan sur les institutions politiques et judiciaires africaines : interrogés sur la corruption, le respect de l'état de droit ou la capacité de leur système juridique à assurer l'exécution des contrats, les entrepreneurs africains répondent en donnant des notes qui en moyenne sont comparables ou légèrement inférieures à celles obtenues par d'autres pays en développement. Ces notes nous laissent croire que les institutions africaines n'ont pas encore suffisamment évolué pour apporter une contribution significative au développement et donc pour encourager les investisseurs étrangers dans l'implantation des multinationales.

La littérature qui précède nous permet de formuler l'hypothèse suivante :

Hypothèse I : La corruption influence négativement l'attrait des Investissements Directs Etrangers au Cameroun.

Michalet (1999) décompose les déterminants de l'IDE en deux types: les pré-déterminants ou préconditions de l'attractivité et les déterminants nécessaires qui sont importants pour que les pays fassent partie de la « Short List⁷ ». Le cadre politique et macroéconomique fait partie des pré-déterminants de l'IDE et constitue même le premier déterminant de l'IDE des multinationales. La stabilité du régime politique garantit en partie la prévisibilité de la rentabilité des projets d'investissement, ce qui permet à l'investisseur de choisir parmi les pays candidats lors de la délocalisation. A ce cadre politique et économique, s'ajoute aussi le cadre général réglementaire de l'IDE. Ce cadre général comprend les règles et les règlements régissant l'entrée et l'activité des investisseurs étrangers (liberté des transferts de capitaux et régime de change), les normes de traitement des filiales étrangères (politique fiscale et commerciale, législation sociale, flexibilité de l'administration, sécurité sociale) et les règles de fonctionnement des marchés (politique de concurrence ; système légal, réglementaire et judiciaire).

Sachs (2003), affirme que le phénomène institutionnel est devenu l'objectif intermédiaire de toute réforme économique. Il ressort des récents travaux réalisés par des économistes à l'instar de Glaeser et al. (2004) que le niveau de développement économique d'un pays s'explique presque intégralement par ses institutions, ses ressources, sa politique économique, sa géographie, sa géopolitique etc. Ces études empiriques révèlent l'importance de la variable qualité des institutions dans les modèles du comportement des IDE (Busse, 2003 ; Asiedu, 2003; etc).

Une étude de Rodrik (1997), confirme que les indices de la qualité institutionnelle rendent très bien compte des écarts de croissance et d'IDE entre pays est-asiatiques et les pays africains, écarts qui ne peuvent être imputés à des variables économiques traditionnelles telles que l'accumulation du capital, le progrès technique ou la hausse de l'offre de travail. Chan et Gemayel (2003), dans une étude soulignent que les facteurs comme la stabilité politique, la qualité des institutions, l'absence de conflits internes et externes, le faible niveau de corruption, l'absence de la bureaucratie, l'ouverture du commerce et un environnement favorable aux affaires attirent les investisseurs étrangers.

Gibson et Tsakalotos (1993) montrent que le risque pays politique et un environnement des affaires dépréciatif sont des déterminants importants de la fuite des capitaux dans plusieurs pays d'Europe.

La Banque mondiale (1998) indique que les pays en développement pourraient gagner un point de croissance, et donc favoriser l'entrée massive des IDE, s'ils amélioreraient sensiblement la qualité de leur gestion. Edison (2003), estime que si les institutions des pays africains subsahariens étaient portées au niveau de celles des pays de l'OCDE, le PIB par habitant serait relevé de 150% et la croissance annuelle de près de 2 points.

De plus, d'après Mesghena (2005), l'instabilité politique et les répressions défavorables affectent négativement les flux d'IDE et découragent, par conséquent, les investisseurs étrangers. Ces derniers désirent opérer dans un environnement caractérisé par la réduction de l'incertitude et des coûts de transaction. L'instabilité politique détruit les actifs physiques et humains et détourne les dépenses publiques d'activités productives qui peuvent favoriser la croissance économique et l'investissement.

Kolstad et Tondel (2002), réalisent que les pays qui sont moins risqués attirent plus d'IDE par habitant. Dans le même sens, KEEFER et KNACK (1995), ont montré que l'instabilité politique a des effets négatifs sur l'investissement et la croissance, et que les indices subjectifs de la corruption et de la qualité de l'administration sont associés négativement à la croissance économique.

Dans un pays où tous les autres facteurs sont favorables aux IDE, le niveau de l'instabilité socio-politique peut se révéler très persuasif ou dissuasif pour la décision d'entreprendre une activité économique, d'autant plus que la stabilité politique détermine à la fois la sécurité et la rentabilité des projets d'investissement.

Lee et Mansfield (1996) testent la relation entre le volume de l'IDE américain dans 14 pays d'accueil et la protection des droits de propriété intellectuelle (DPI) dans ces pays. Outre les DPI, les variables indépendantes incluent la taille du marché du pays d'accueil, le stock total d'IDE, le degré d'ouverture du pays. L'étude conclut à un effet positif et significatif de la variable DPI sur le volume d'IDE.

En effet, les investisseurs étrangers préfèrent investir, en particulier les grands investissements à long terme, dans un pays offrant un cadre institutionnel transparent et dans un environnement caractérisé par une politique cohérente offrant un cadre

⁷La « Short List » des investisseurs globaux correspond aux pays qui reçoivent plus d'un milliard \$ d'IDE par an.

solide et non discriminatoire à la concurrence. Pour créer un environnement économique plus propice à l'IDE, les pays d'accueil sont appelés d'abord à mettre en place un cadre institutionnel plus réglementé, propre à attirer un IDE de haute qualité ensuite à adopter des mesures pour améliorer la transparence et renforcer la primauté de droit.

Michalet (1997) a cherché à répondre à la question : « dans quelle mesure le passage des pays de l'Europe centrale et orientale à des économies de marché a permis de dévier les IDE de pays méditerranéens et de pays de l'Afrique sub-saharienne ». L'étude est basée sur une enquête comportant 90 multinationales en Europe de l'ouest, l'Amérique du nord et le Japon, enrichie par des études sur l'environnement d'investissement dans un échantillon de pays de différentes régions. Parmi les conclusions auxquelles est parvenu l'auteur, une recommandation pour les pays qui cherchent à attirer l'investissement direct, une précondition indispensable pour encourager l'investissement est d'avoir un climat politique et économique stable et un cadre légal et réglementaire transparent et non discrétionnaire. Sans ces caractéristiques, un pays est exclu du centre, c'est-à-dire il n'est pas la destination des IDE.

D'après Djaowé (2009), les Investissements Directs Etrangers (IDE) sont principalement orientés dans les secteurs des hydrocarbures en Afrique Centrale (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, RCA et Tchad). Ainsi, quatre variables sont statistiquement significatives pour attirer les IDE dans la zone CEMAC, à savoir : le taux de croissance du PIB réel et la balance courante (variables du risque économique), la dette extérieure (variable du risque financier) et la stabilité politique (variable de gouvernance). A cet effet, devraient être menées des politiques adéquates dans le sens de l'amélioration des infrastructures, du climat des affaires, de la bonne gouvernance pour bénéficier de flux de financement jugés moins onéreux.

Sachs et Sievers (1998), constatent dans une enquête sur les sociétés d'appartenance étrangère en Afrique, que le plus grand souci des propriétaires d'entreprise est la stabilité, aussi bien politique que macroéconomique. Dans une analyse empirique du développement social et politique de l'investissement étranger en Afrique, Ades et Chua (1997) relèvent que les conflits sociaux, les manifestations et les grèves, dès lors qu'ils entraînent un arrêt prolongé du travail et de la production, sont susceptibles d'avoir des incidences sur les partenaires économiques et commerciaux des pays instables.

L'investissement est affecté à la fois par les risques et la rentabilité qui dépendent beaucoup du cadre institutionnel des pays. Cette idée est d'ailleurs soutenue par Collier et Gunning (1999) qui trouvent qu'en moyenne une guerre civile fait perdre habituellement à un pays plus de 2% par an de son PIB par habitant par rapport à ce qu'il aurait réalisé sans la guerre. La Banque Mondiale (2001)⁸ souligne que l'instabilité politique est l'un des facteurs internes qui expliquent le déclin de la croissance économique des pays africains depuis le début des années 1970 et constituent une barrière à l'implantation des entreprises étrangères.

Hall et Jones (1999), dans leur étude, à partir d'un large échantillon de 133 pays, révèlent que les institutions favorisant la production et la propriété privée, encouragent l'accumulation du capital humain et physique et, à terme, augmentent la productivité globale des facteurs, donc aussi le produit intérieur. Il existe, entre la qualité des institutions et l'accumulation du capital, une complémentarité que les efforts consentis pour connaître une croissance durable. Que peut-on dire alors de la qualité de ces institutions en Afrique?

D'autres études, notamment celle de Asiedu (2003), portant sur 22 pays de l'Afrique subsaharienne révèle que l'efficacité des institutions, la stabilité politique et économique et le faible degré de corruption encouragent l'attrait des capitaux privés.

La littérature qui précède nous permet de formuler l'hypothèse suivante :

Hypothèse II : La stabilité politique influe positivement sur l'attractivité des Investissements Directs Etrangers au Cameroun.

3 METHODOLOGIE

Les données prises en compte dans l'estimation du modèle proviennent des différentes sources secondaires. Ainsi, il est important de présenter l'origine des données et l'échantillon constitué. L'indisponibilité des données est un problème qui limite généralement le nombre de variables pouvant expliquer correctement un phénomène économique. Ce problème reste encore accentué dans les pays au sud du Sahara par rapport aux pays développés ; ceci est une explication de la littérature peu

⁸ Banque Mondiale (2001), Rapport sur le développement 2000-2001, Washington.

abondante sur les IDE dans ces pays (notamment en Afrique subsaharienne). Dans le cadre de cette étude, les données utilisées proviennent d'un ensemble de publications de la Banque Mondiale (WDI, 2015) ; du World Governance Indicators (WGI) et du World Economic Forum (WEF).

L'échantillon constitué a une taille de 19 observations couvrant la période 1996-2014. La taille de l'échantillon peut être expliquée par le fait que les données sur la gouvernance ne sont disponibles que pour cette période.

Afin de vérifier la relation théorique existante entre déterminants institutionnels et l'IDE dans le cadre de l'économie camerounaise sur la période 1996-2014, notre analyse adoptera l'approche économétrique VAR (Vector Auto Regressive) à travers le modèle inspiré des travaux empiriques antérieurs de Rahman et *al.* (2000). Il prend la forme suivante:

$$\log(\text{ide}_t) = \alpha_0 + \alpha_1 \log \text{PIB}_t + \alpha_2 \text{TX_ANAL}_t + \alpha_3 \text{RN}_t + \alpha_4 \text{TAX}_t + \alpha_5 \log \text{OUV}_t + \alpha_6 \text{INFRAS}_t \\ + \alpha_7 \log \text{FBCF}_t + \alpha_8 \text{CC}_t + \alpha_9 \text{STAB}_t + \varepsilon_t$$

Dans le modèle précédent nous avons d'un côté une variable dépendante et de l'autre deux variables d'intérêt et sept variables de contrôle que nous présentons dans le paragraphe qui suit.

3.1 PRÉSENTATION DES VARIABLES

3.1.1 DÉFINITION DE LA VARIABLE DÉPENDANTE : INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER (IDE)

Les investissements directs étrangers (IDE en abrégé, traduction de l'acronyme anglais FDI pour Foreign Direct Investment, également appelés investissements directs internationaux (IDI) par l'OCDE, sont les mouvements internationaux de capitaux réalisés en vue de créer, développer ou maintenir une filiale à l'étranger et/ou d'exercer le contrôle (ou une influence significative) sur la gestion d'une entreprise étrangère. Ils comprennent à la fois l'opération initiale entre les deux entités et toutes les opérations financières ultérieures entre elles et entre les entreprises du même groupe international. Il s'agit d'une variable économique dont l'évolution dépend, du comportement de plusieurs autres variables économiques et institutionnelles.

3.1.2 DÉFINITION DES VARIABLES EXPLICATIVES

3.1.2.1 LES VARIABLES MACROÉCONOMIQUES

- **Produit intérieur brut (PIB):** Le produit intérieur brut est l'un des agrégats majeurs des comptes nationaux. En tant qu'indicateur économique principal de mesure de la production économique réalisée à l'intérieur d'un pays donné, il vise à quantifier pour un pays et une année donnée la valeur totale de la « production de richesse » effectuée par les agents économiques résidant à l'intérieur de ce territoire (ménages, entreprises, administrations publiques). Le signe du coefficient associé à la variable stabilité politique est positif.
- **Capital humain(TX_ANAL) :** Selon Généreux (2000), le capital humain se définit comme : « L'ensemble des aptitudes, talents, qualifications, expériences accumulées par un individu et qui détermine en partie sa capacité à travailler ou à produire pour lui-même ou pour les autres ». Le coût de la main d'œuvre est un déterminant important des IDE. Le signe attendu du coefficient associé à cette variable est par conséquent négatif.
- **Ressources naturelles (RN):** De manière générale, une ressource naturelle est une substance, un organisme ou un objet présent dans la nature et qui fait, dans la plupart des cas, l'objet d'une utilisation pour satisfaire des besoins des humains, animaux ou végétaux. Le signe attendu est positif.
- **Formation brut du capital fixe (FBCF):** Anciennement appelée investissement intérieur brut, consiste en des dépenses pour des ajouts aux immobilisations corporelles de l'économie plus les variations nettes des inventaires. Le signe attendu est positif.
- **Taux d'imposition (TAX):** Le taux d'imposition désigne deux choses : soit on parle du taux d'imposition global d'un pays, qui désigne le rapport entre la valeur totale de l'imposition et le PIB du pays; soit on parle d'un taux d'imposition spécifique, défini par rapport à un revenu, la consommation d'un produit, ou un impôt particulier. Le signe attendu du paramètre associé à cette variable est négatif.

- **L'ouverture commerciale (OUV)** : C'est un indicateur de mesure des échanges extérieurs d'un pays. L'ouverture d'une économie est mesurée par le ratio des importations et des exportations par rapport au PIB, elle tient compte du fait que les économies plus ouvertes tendent à être plus vulnérables à la perte de l'accès au financement extérieur (Agénor, 2001). Le signe attendu de cette variable est alors positif.
- **Infrastructures (INFRAS)**: Ce terme désigne l'ensemble des ouvrages et des équipements collectifs nécessitant des fondations et qui sont destinés à soutenir une activité économique comme l'énergie électrique ou les transports. L'introduction de la nouvelle technologie de communication et l'amélioration de l'infrastructure de base (eau, transport, énergie...) sont des facteurs de succès pour l'attraction des investisseurs étrangers. Le signe attendu de cette variable est positif.

3.1.2.2 LES VARIABLES INSTITUTIONNELLES

- **Corruption (CC)** : La corruption est un comportement pénalement répréhensible par lequel une personne (le corrompu) sollicite, agréé ou accepte un don, une offre ou une promesse, des présents ou des avantages quelconques en vue de retarder, d'accélérer ou d'omettre, d'accomplir un acte entrant d'une façon directe ou indirecte dans le cadre de ses fonctions. Le signe attendu du coefficient associé à la variable contrôle de la corruption est négatif.
- **La stabilité politique (STAB)**: La stabilité politique est un concept composite. Elle est la manifestation de plusieurs facteurs qui ne se recoupent pas totalement et doivent être pris en compte simultanément. Elle recouvre deux réalités distinctes : les changements de pouvoir politique et les changements réguliers dans le respect des formes légales (non par la violence et le terrorisme intérieur). Le signe du coefficient associé à la variable stabilité politique est positif.

Le tableau ci-dessous résume les variables retenues et leurs signes attendus.

Tableau 1. Présentation des variables explicatives et signes attendus

Variables		Abréviations	Signes
Dimension macroéconomique	Produit intérieur brut	PIB	+
	Taux d'analphabétisme	TX_ANAL	-
	Ressources naturelles	RN	+
	Taux d'imposition	TAX	-
	Ouverture commerciale	OUV	+
	Infrastructures	INFRAS	+
	Formation brute de capital fixe	FBCF	+
Dimension institutionnelle	Stabilité politique	STAB	+
	Corruption	CC	-

Source : les auteurs selon la théorie économique

4 RESULTATS ET INTERPRETATIONS

Avant de procéder à l'application du modèle VAR, une série de tests de vérification de la fiabilité des séries utilisée s'impose.

4.1 ETUDE DE LA STATIONNARITÉ DES SÉRIES

La première étape dans l'utilisation d'un modèle VAR est l'étude de la stationnarité des séries de données. L'application du test ADF (Augmented Dickey Fuller) montre que les dix séries ne sont pas stationnaires en niveau (intégrées d'ordre 0) à l'exception des séries investissement direct étranger et stabilité politique alors que les huit séries restantes sont stationnaires en différence première (intégrées d'ordre 1).

Tableau 2. Résultats du test ADF pour la stationnarité

Résultats du test ADF au seuil de 05%					
Variables	TEST EN NIVEAU		TEST EN DIFFERENCE		Ordre d'intégration
	Valeur statistique	Valeur critique	Valeur statistique	Valeur critique	
Log (ide)	-4,488621	-3,040391	/	/	(0)
TX_ANAL	-1,233001	-3,040391	-4,538270	-3,052169	(1)
RN	-2,504519	-3,040391	-4,743166	-3,052169	(1)
TAX	-2,353785	-3,040391	-3,774838	-3,052169	(1)
INFRAS	-2,604470	-3,040391	-6,153610	-3,052169	(1)
Log(OUV)	-2,007297	-3,040391	-4,452470	-3,052169	(1)
Log(PIBHT)	0,102806	-3,040391	-3,281668	-3,052169	(1)
Log(FBCF)	-0,630960	-3,040391	-4,406350	-3,052169	(1)
STAB	-4,544529	-3,040391	/	/	(0)
CC	-2,589597	-3,040391	-4,638169	-3,052169	(1)

Source : Les auteurs, à partir de la feuille de calcul du logiciel Eview8.0.

4.2 LA DÉTERMINATION DU RETARD OPTIMAL DU MODÈLE VAR À ESTIMER

Avant d'introduire les données des séries dans un modèle VAR, on doit d'abord déterminer le retard optimal à intégrer dans le modèle. Pour ce faire, on a fait recours à cinq tests de détermination du retard optimal du modèle VAR à un degré de signification de 5% qui sont : les critères Akaike, Schwarz, le test de prédiction finale des erreurs, le test de vraisemblance, et Hannan-Quinn qui nous ont permis de sélectionner le premier retard comme retard optimal, et par conséquent, notre modèle VAR à estimer est d'ordre (1).

Tableau 3. Les résultats des tests de détermination du retard optimal du modèle VAR

Lag	LogL	LR	FPE	AIC	SC	HQ
0	-25,2562	NA	8,4913	4,7008	5,1728	4,6957
1	-18,3217	13,869*	4,3789*	3,9095*	4,4287*	3,9040*

*indicates lag order selected by the criterion
 LR: sequential modified LR test statistic (each test at 5% level)
 FPE: Final Prediction Error; AIC: Akaike Information Criterion
 SC: Schwarz Information Criterion ; HQ: Hannan-Quinn Information Criterion

Source : élaboré par le soin des auteurs en se basant sur les résultats du logiciel Eviews 8.0.

4.3 ESTIMATION DU MODÈLE VAR (1)

La modélisation vectorielle autorégressive a pour objectif de décrire les interdépendances entre un ensemble de variables à court terme. Les résultats de cette mobilisation nous ont permis de déterminer plusieurs relations entre les variables étudiées mais nous portant un regard particulier à celles concernant la corruption et la stabilité sur l'attractivité des IDE au Cameroun. Les résultats de l'estimation sont présentés dans le tableau suivant:

Tableau 4. Résultat de l'estimation par la méthode VAR

Variables Explicatives	Investissements directs étrangers Log(ide)
C	-589,647***
TX_ANAL (-1)	6,098***
RN (-1)	-0,855*
TAX (-1)	0,300
INFRAS (-1)	-1,940
CC (-1)	-8,690**
STAB (-1)	-6,513***
Log(OUV) (-1)	13,608
Log(FBCF) (-1)	45,451**
Log(PIBHT) (-1)	18,929**
Chi2	68,247
Prob (Chi2)	0,000
Observations	18
Note : (***) Significativité à 1 %, (**) : Significativité à 5%, (*) : Significativité à 10%.	

Source : Les auteurs, à partir des résultats des estimations sous Stata 13.

Les tests complémentaires sont nécessaires pour s'assurer de la qualité de la régression.

- Le test de causalité au sens de Granger

L'analyse de la causalité nous permettra de savoir quelles sont les influences statistiquement significatives entre les différentes variables. En théorie, on s'attend à avoir une influence significative et positive des variables institutions sur le volume d'IDE entrant au Cameroun. Ici, nous présenterons uniquement les tests qui sont significatifs.

Le test de causalité au sens de Granger (annexe 2) montre l'existence de sept relations significatives au seuil de 5% et de 10%. Mais nous présentons dans le tableau 5 suivant seulement les relations causales entre les variables institutionnelles et la variable IDE.

Tableau 5 : Test de causalité au sens de Granger

Hypothèse nulle	Test statistique	Nombre de retards	Observations
CC does not Granger Cause LOG_IDE_	1.32150** (0.3029)	2	17
LOG_IDE_ <u>does</u> not Granger Cause CC	0.96878* (0.4073)	2	17
STAB does not Granger Cause LOG_IDE_	1.98778* (0.1796)	2	17
LOG_IDE_ <u>does</u> not Granger Cause STAB	0.29166* (0.7522)	2	17

Note : Les valeurs dans la parenthèse représente le P-value, * ; ** ; *** indique la significativité au seuil de 0.1, 0.05 ; et 0.01

Une évidence est que la stabilité politique est plus appropriée dans de plus petites économies où nous déterminons qu'il y a un rapport causal continu allant de la stabilité politique vers IDE. Les résultats ont également la plus grande valeur de la statistique d'essai dans le respect des valeurs plus élevées du PIB Granger causant une augmentation des IDE. C'est une conclusion relativement intuitive en tant que PIB plus élevé des valeurs sont souvent associées à la croissance économique qui est accompagnée d'un climat pro-investissement.

4.4 ANALYSE ÉCONOMÉTRIQUE ET INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS

4.4.1 INTERPRÉTATION DES VARIABLES D'INTÉRÊT DU MODÈLE

- **Corruption (CC)** : Le signe du coefficient associé à la variable Contrôle de Corruption est négatif et significatif au seuil de 5%. Cette variable a le signe économiquement attendu. Une augmentation d'un point du niveau de corruption entraîne toutes choses égales par ailleurs, une diminution de 8,690% du volume d'IDE. Ce résultat traduit le fait que lorsque le niveau de corruption est faible dans un pays, alors ce dernier est une destination favorite pour les IDE car cela rassure les investisseurs en matière de la gestion des capitaux et de coûts de transaction. Il peut également traduire le fait que c'est la compétence qui prime dans les entreprises et rassure les investisseurs en matière de productivité des travailleurs. Ceci va d'ailleurs dans le même sens que la pensée de Asiedu (2003) lorsqu'elle affirme : « Sur le long terme, l'augmentation des flux d'IDE pourrait se faire par la lutte contre la corruption, l'élaboration d'un droit plus efficace et la réduction de l'instabilité politique ». Ce résultat corrobore également avec les travaux d'Habib et Zurawicki (2002), qui ont identifié une relation négative entre la corruption et les IDE de 89 pays développés et en développement en coupe transversale. Ce résultat nous permet de valider l'hypothèse (H1) selon laquelle *la corruption influence négativement l'attrait des investissements directs étrangers au Cameroun*.
- **Stabilité politique (STAB)** : Le coefficient associé à la variable stabilité politique a un signe négatif et significatif au seuil de 5%. Une amélioration d'un point de la stabilité politique, entraîne toutes choses égales par ailleurs, une diminution de 6,51% du volume d'IDE. Ce résultat nous paraît paradoxal car la plupart des travaux en économie soulignent une relation positive entre la stabilité politique et l'investissement direct étranger. Ceci n'est pas sans explication, et pourrait être expliqué par l'échantillonnage. En fait la période d'étude est très courte, due à la disponibilité des données. Le même résultat est d'ailleurs obtenu par Djaowé (2009), qui arrive à une conclusion selon laquelle la stabilité politique affecte négativement les IDE et corrobore également celui trouvé par Basu et Srinivasan en 2002 sur sept pays de l'Afrique orientale et australe (Botswana, Lesotho, Ile Maurice, Namibie, Swaziland et Ouganda) ainsi que celui de Tchakounté (2007) sur les pays de la CEMAC. Ce résultat invalide l'hypothèse H2 selon laquelle : *La stabilité politique influe positivement sur l'attractivité des Investissements Directs Etrangers au Cameroun*.

4.4.2 INTERPRÉTATION DES VARIABLES DE CONTRÔLE

Pour ce qui est des variables de contrôle, nous interprétons celles qui sont significatives.

- **Ouverture commerciale (OUV)**: Le paramètre associé à la variable ouverture commerciale a un signe positif attendu, et significatif au seuil de 5%. Une augmentation d'un point de l'ouverture commerciale, entraîne toutes choses égales par ailleurs, une augmentation de 13,608% du volume d'IDE.
- **Formation brute du capital fixe (FBCF)**: Le paramètre associé à la variable formation brute du capital fixe a un signe positif, attendu. Une augmentation d'un point de l'ouverture commerciale, entraîne toutes choses égales par ailleurs, une augmentation de 45,451% du volume d'IDE. Romer (1986), a d'ailleurs montré que la formation brute du capital fixe améliore les échanges en ce sens qu'elle permet une augmentation de la production et facilite les échanges. Les investisseurs avant de s'implanter dans un pays donné font une étude de faisabilité qui leur permet de détecter les secteurs les plus productifs et les plus porteurs.
- **Produit intérieur brut (PIB)** : Le paramètre associé à la variable produit intérieur brut est de signe positif attendu et significatif au seuil de 5%. Une augmentation d'un point du taux de croissance du PIB entraîne, toutes choses égales par ailleurs, une augmentation de 18,929% des flux d'IDE. Un niveau élevé de PIB traduit, une bonne croissance, mais également une bonne santé de l'économie. Pour les investisseurs étrangers, l'incertitude crée une asymétrie informationnelle qui ne favorise pas la décision d'investir. Une croissance économique élevée et durable est un facteur déterminant pour attirer davantage les IDE.

5 CONCLUSION

Ce papier, nous a permis de confronter la théorie des investissements directs étrangers à la réalité camerounaise, une interrogation économétrique sur les indicateurs d'attractivité des IDE au Cameroun à travers une modélisation par l'approche VAR. Les résultats révèlent que les indicateurs institutionnels ont un effet significatif sur l'attractivité des IDE dans le contexte camerounais. En effet, la corruption a un effet négatif et significatif sur le volume d'IDE. De même, la stabilité politique affecte négativement les IDE entrants. Ceci témoigne de la mauvaise qualité des institutions camerounaises. Il y a donc une urgence

dans la mise sur pied d'un certain nombre de mesures de politiques économiques visant à améliorer l'attractivité du Cameroun en matière d'IDE. Nous pensons à l'amélioration du cadre judiciaire et réglementaire à travers une réforme structurelle des administrations publiques.

En outre, les lois anti-corruption existent certes au Cameroun, mais leur mise en œuvre manque parfois de cohérence. Afin de mieux focaliser les efforts, le pays doit confier à une commission un mandat politique afin qu'elle élabore une approche de lutte contre la corruption. Élaborer une stratégie plus efficace de lutte contre l'utilisation frauduleuse des fonds du pays ; coopérer plus étroitement avec d'autres agences africaines et non-africaines de lutte contre la corruption. Mettre sur pied des politiques qui puissent empêcher les administrateurs, les fonctionnaires, bref les travailleurs de se livrer aux pots de vin. Une mise en place d'une juridiction qui définit clairement les sanctions à l'encontre de toute personne corrompue.

Le gouvernement camerounais doit notamment veiller à la stabilité politique dans le pays. L'Eta doit mettre en place des moyens nécessaires pour neutraliser la nébuleuse secte « Boko Haram », et toute autre forme de violence qui pourrait compromettre la stabilité du pays, à l'instar de ce qui se passe actuellement en zone anglophone.

REFERENCES

- [1] Ades A. and Chua H. B., "Thy Neighbor's Curse: Regional Instability and Economic Growth", *Journal of Economic Growth*, Vol. 2, N° 3, pp. 279, 1997
- [2] Agenor P. R., Benefits and Costs of International Financial Integration: Theory and Facts. Policy, Research Working Paper; no. WPS 2699. Washington, DC: World, 2001
- [3] Anupmam B. and Srinivasan. K., Foreign Direct Investment in Africa: Some Case Studies, IMF, Working Paper N°02/61, 2002.
- [4] Asiedu E., "On the Determinants of Foreign Direct Investment to Developing Countries: Is Africa Different?", *World Development*, vol.30, N°1, pp.107-19, 2002.
- [5] Asiedu E., "Foreign Direct Investment to Africa: The Role of Government Policy, Governance and Political Instability", Working Paper, University of Kansas, United States, 2003.
- [6] Bardhan P., « Corruption and Development: A Review of Issues », *Journal of Economic Literature*, vol. 35, N°3, pp. 1320-1346, 1997.
- [7] Basu A. et Srinivasan, "Foreign Direct Investment in Africa – Some case Studies", IMF Working Paper N° 0261, 40 pages, 2002.
- [8] Brainard S. L., "An Empirical Assessment of the Proximity Concentration Trade off between Multinational Sales and Trades", *American economic Review*, vol. 87, N°4, pp.520-544, 1997.
- [9] Busse M., « Democracy an FDI. » Hamburg Institute of International Economics, Discussion Paper no 220, (2003.
- [10] Calvo R. E., "Multinational Enterprise and analyses", 2ème édition, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.
- [11] Chan K. K. and Gemayel E. R., « Macroeconomic Instability and the Pattern of FDI in the MENA Region. », Preliminary Draft Working Paper FMI, 2003.
- [12] Collier P. and Gunning J., "Explaining African Economic Performance", *Journal of Economic literature*, vol.37, N°1, pp.64-111, 1999.
- [13] Deblock C., « Les Etats-Unis et l'investissement direct étranger », Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation, notes de synthèse, 2011.
- [14] Djaowé J., « Investissements directs étrangers et gouvernance: les pays de la CEMAC sont-ils attractifs? », *Revue africaine de l'intégration*, vol.3, N°1, pp. 67-94, 2009.
- [15] Dunning J. H., "The Eclectic (OLI) Paradigm of International Production: Past, Present and Future", *International Journal of Economics and Business*, Vol. 8, N°2, pp.173-190, 2001.
- [16] Edison H., Qualité des Institutions et Résultats Economiques: Un lien vraiment étroit? , Finances et Développement, IMF Working Paper, pp.35-37, 2003.
- [17] Egger E. and Winner H., « Evidence on Corruption as an Incentive for Foreign Direct Investment », *European Journal of Political Economy*, vol.21, N°4, pp. 932-952, 2005.
- [18] Gastanaga V., Jeffrey B. and Bistra P., "Host Country Reforms and FDI inflows: How much difference do they make?" *World Development*, Vol. 26, N° 7, pp.1299-1314, 1998.
- [19] Généreux J., « Introduction à l'économie », Paris, édition du Seuil, Coll, 3e éditon, 2000.
- [20] Glaeser E. L., La Porta R., Lopez-de-Silanes F. and Shleifer A., Do Institutions Cause Growth? Cambridge MA, NBER Working Paper 10568, 2004.
- [21] Hall R. E. and Jones C. I., "Why Do Some Countries Produce So Much More Output Per Worker Than Others?", *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. 114, N°. 1 pp. 83-116, 1999.

- [22] Hines J. Jr., Forbidden Payment: Foreign Bribery and American Business after 1977, September 1995, NBER Working Paper 5266, 1995.
- [23] Kaufmann D., «Corruption: Some Myths and Facts », *Foreign Policy*, vol.107, N°107, pp.114-131, 1997.
- [24] Kim Y., "Causes of Capital Flows in Developing Countries", *Journal of International Money and Finance*, Vol.19, N°2, pp. 235-253, 2000.
- [25] Kolstad I. and Tondel L., "Social Development and Foreign Direct Investments in Developing Countries", Milchensen Institute Report, 2002.
- [26] Lee J. and Mansfield E., "Intellectual Property Protection and US Foreign Direct Investment" *Review of Economics and Statistics*, vol.78, N°2, pp.181-186, 1996.
- [27] Markussen J. R., Venables A. V., Konan D. E. and Zhang K. H., A Unified Treatment of Horizontal Direct Investment, Vertical Direct Investment, and the Pattern of Trade in Goods and Services, NBER Working Paper 5696, 1996.
- [28] Mauro P., "Corruption and Growth." *Quarterly Journal of Economics*. Vol.110, N°3, pp. 83-108, 1995.
- [29] Mayer T. et Mucchielli T. L., « La localisation à l'étranger des entreprises multinationales : Une approche d'économie géographique hiérarchisée appliquée aux entreprises japonaises en Europe », *Économie et Statistique*, vol. 326, N°1, pp. 159-176, 1999.
- [30] Mesghena Y., « Official Development Assistance and Foreign Direct Investment Flows to Sub-Saharan Africa », *African Development Review*, vol.17, N°1, pp. 23-40, 2005.
- [31] Michalet C. A., « Strategies of Multinational and Competition for Foreign Direct Investment: The opening of Central and Eastern Europe », Foreign Investment, Advisory Service, Occasional Paper N°10, World Bank, 1997.
- [32] Michalet C. A., La séduction des nations ou comment attirer les investissements, Paris Economica, 1999.
- [33] North D. C., Institutions, Institutional Change, and Economic Performance, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.
- [34] Rahman A., Kisunko G. and Kapoor K., Estimating the Effects of Corruption: Implications for Bangladesh, Policy Research Working Paper, No. 2479, Washington DC: The World Bank, 2000.
- [35] Rahman, A., G. Kisunko and K. Kapoor, Estimating the Effects of Corruption: Implications for Bangladesh. Policy Research Working Paper No. 2479, The World Bank South Asia Region, 2000.
- [36] Rodrik D., « TFPG Controversies, Institutions, and Economic Performance in East Asia. » Document de travail no 5914 du NBER (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research), 1997.
- [37] Romer P. M., "Increasing Returns and Long Run Growth," *Journal of Political Economy*, 98(5) part II: S7 1-S 102, October 1986.
- [38] Rose-Ackermann S., Corruption and Government: Causes, Consequences, and Reform, UK, Cambridge University Press, 1999.
- [39] Sachs J. and Sievers S., "FDI in African". Africa Competitiveness Report. Geneva: World Economic Forum, 1998.
- [40] Sachs J. D., « Institutions Don't Rule: Direct Effects of Geography on Per Capita Income. » NBER Working Paper 9490 (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research), 2003.
- [41] Shatz H. and Venables A., The Geography of International Investment, World bank Policy Research Working paper, N° 2338, 2000.
- [42] Shleifer A. et Vishny R. W., « Corruption », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 108, N°3, pp.599-617, 1993.
- [43] Sievers S. E., Competitiveness and Foreign Direct Investment in Africa, Policies to Promote Competitiveness in Manufacturing in Sub-Saharan Africa, Paris, OCDE, 2001.
- [44] Tchakounté N. M., "Analyse des indicateurs de l'attractivité des IDE en zone CEMAC", *Revue Africaine de l'Intégration*, vol. 1 N° 2, pp. 123-150, 2007.
- [45] Wang Z. Q. and Swain N., « The Determinants of Foreign Direct Investments In Transforming Economics: Empirical Evidence From Hungary and China ». *Weltwirtschaftliches Archiv*, vol. 131, N°1, pp. 358-82, 1995.
- [46] Wei S-J., Why is Corruption So Much More Taxing than Tax? Arbitrariness Kills, National Bureau of Economic Research Working Paper N°6255, 1997.
- [47] Wheeler D. and Mody A., "International Investment Location Decisions: the case of U.S. firms", *Journal of International Economics*, vol. 33, N°1, pp. 57-76, 1992.

ANNEXES

ANNEXE 1: DÉTERMINATION DU RETARD OPTIMAL

varsoc logide, exog(LOGOUV TX_ANAL RN TAX INFRAS CC STAB LOGPIBHT LOGFBCF1)

Selection-order criteria

Sample: 2000 - 2014 Number of obs = 15

lag	LL	LR	df	p	FPE	AIC	HQIC	SBIC
0	-25.2562				8.49136	4.70082	4.69579	5.17286
1	-18.3217	13.869	1	0.000	4.37897	3.90956	3.90403	4.42879
2	-17.1155	2.4123	1	0.120	5.16247	3.88207	3.87603	4.44851
3	-5.08676	24.057	1	0.000	1.61513	2.41157	2.40503	3.02521
4	14.8386	39.851*	1	0.000	.234789*	-.111818*	-.118858*	.549029*

Endogenous: logide

Exogenous: LOGOUV TX_ANAL RN TAX INFRAS CC STAB LOGPIBHT LOGFBCF1 _cons

ANNEXE 2 : TEST DE CAUSALITÉ AU SENS DE GRANGER

TX_ANAL does not Granger Cause LOG_ide_	17	1.46412	0.2698
LOG_IDE_ does not Granger Cause TX_ANAL		2.99657*	0.0880
LOG_PIBHT_ does not Granger Cause LOG_ide_	17	5.73925**	0.0178
LOG_IDE_ does not Granger Cause LOG_PIBHT_		1.77733	0.2108
LOG_FBCF1_ does not Granger Cause LOG_ide_	17	3.04284*	0.0853
LOG_IDE_ does not Granger Cause LOG_FBCF1_		0.03236	0.9682
STAB does not Granger Cause CC	17	5.49935**	0.0202
CC does not Granger Cause STAB		0.92221	0.4241
INFRAS does not Granger Cause CC	17	0.68334	0.5235
CC does not Granger Cause INFRAS		3.89234**	0.0498
RN does not Granger Cause STAB	17	3.52216*	0.0626
STAB does not Granger Cause RN		4.85936**	0.0285
LOG_FBCF1_ does not Granger Cause LOG_PIBHT_	17	3.85863**	0.0508
LOG_PIBHT_ does not Granger Cause LOG_FBCF1_		2.59013	0.1161

** : significatif à 5%, * : significatif à 10%

ANNEXE 3 : RÉSULTAT DE L'ESTIMATION VAR

```
. var logide, lags(1/1) exog(TX_ANAL RN TAX INFRAS CC STAB LOGOUV LOGFBCF1 LOGPIBHT)
```

Vector autoregression

```
Sample: 1997 - 2014          No. of obs   =       18
Log likelihood = -29.08551    AIC         =   4.453945
FPE            =  6.142498    HQIC        =   4.528971
Det(Sigma_ml) =  1.482672    SBIC        =   4.998061
```

Equation	Parms	RMSE	R-sq	chi2	P>chi2
logide	11	1.95258	0.7913	68.24746	0.0000

logide	Coef.	Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]	
logide						
logide						
L1.	-1.333833	.2286346	-5.83	0.000	-1.781949	-.8857176
TX_ANAL	6.098446	1.469364	4.15	0.000	3.218546	8.978347
RN	-.8553859	.4060434	-2.11	0.035	-1.651216	-.0595555
TAX	.3006256	.4487856	0.67	0.503	-.5789781	1.180229
INFRAS	-1.940364	1.413989	-1.37	0.170	-4.711731	.8310035
CC	-8.690041	3.694666	-2.35	0.019	-15.93145	-1.448629
STAB	-6.5136	2.92835	-2.22	0.026	-12.25306	-.7741393
LOGOUV	13.60811	15.22368	0.89	0.371	-16.22976	43.44598
LOGFBCF1	45.45146	15.39344	2.95	0.003	15.28087	75.62205
LOGPIBHT	18.92975	8.177621	2.31	0.021	2.901909	34.95759
_cons	-589.6476	160.864	-3.67	0.000	-904.9352	-274.3601